

## Un forum aborde les questions critiques de financement

### Forum sur l'investissement dans les forêts tropicales de la région Asie-Pacifique

6-8 août 2007  
Bangkok, Thaïlande

Ce forum était l'une des quatre rencontres organisées par l'OIBT à travers les tropiques dans le cadre de son programme de travail pour 2006-07. Il a été accueilli par le Département royal des forêts de Thaïlande et organisé en collaboration avec le Ministère des ressources naturelles et de l'environnement de ce pays, le Bureau régional de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture et la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique, et la Banque mondiale. Il a réuni plus de 100 participants qui ont examiné les questions critiques des fonds destinés aux forêts tropicales.

Cette réunion de trois jours comprenait la présentation d'exposés et des séances de questions et réponses sur la façon dont l'investissement dans des forêts de plantation tropicales avait devancé l'investissement dans des forêts tropicales naturelles et sur les tendances actuelles de l'investissement dans les forêts de la région Asie-Pacifique. Les thèmes principaux du forum étaient liés à des mécanismes de financement publics et privés, y compris dans les domaines de la conservation, des marchés du carbone, de la foresterie communautaire et de l'écotourisme. En particulier, les participants ont cherché à savoir comment renforcer le dialogue entre les parties prenantes au sujet de l'investissement dans les forêts et comment les gouvernements pourraient restructurer les politiques internationales de manière à maximiser les perspectives d'investissement tout en concrétisant les objectifs de conservation. Les participants ont également préconisé une amélioration des principes et des méthodes de l'investissement dans les forêts. Enfin, les participants ont exprimé quelques idées sur la manière dont la région pourrait tirer bénéfice de mécanismes permettant de rémunérer des services écosystémiques et de développer les marchés du carbone.

Cette rencontre a stimulé de nouvelles idées et servira de base aux futurs travaux de l'OIBT et de ses membres sur l'investissement dans les forêts. En particulier, les participants au forum ont noté que les projets de conservation et de reboisement dans la forêt tropicale promettaient d'attirer des financements plus importants. Plusieurs participants, cependant, ont demandé si de tels projets étaient compatibles avec les mesures prises au cours des deux décennies passées pour mettre en oeuvre la gestion durable des forêts. Les participants continueront à développer ces idées et s'emploieront, à la quarante-troisième session du Conseil international des bois tropicaux qui aura lieu à Yokohama (Japon) et à la troisième Conférence des Parties à la Convention-cadre de l'ONU sur les changements climatiques qui se tiendra à Bali (Indonésie), à trouver des solutions pour financer l'AFD dans tropiques.

Le rapport du forum sera affiché sur le site de l'OIBT ([www.itto.or.jp](http://www.itto.or.jp)) en novembre.

## Faire un bilan et aller de l'avant

### Atelier régional DENR/FAO/OIBT sur le renforcement de l'application de la loi forestière et la gouvernance en Asie du Sud-Est

11-13 septembre 2007  
Manille, Philippines

Organisé par le Département de l'environnement et des ressources naturelles (DENR) des Philippines, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT), un

atelier régional s'est tenu à Manille (Philippines) du 11 au 13 septembre en vue de promouvoir un dialogue multipartite et l'échange de vues entre les pays du Sud-Est asiatique au sujet des défis liés au renforcement de l'application de la loi forestière et à la gouvernance, et en vue également de s'accorder sur des actions concrètes et réalisables destinées à faire davantage de progrès sur le terrain.

Quelque 50 représentants des services gouvernementaux concernés, d'ONG et du secteur privé de 10 pays, ainsi que ceux de 14 organismes régionaux/internationaux, ont activement participé aux délibérations de groupes d'experts et à des séances plénières.

Réitérant les aspirations et l'engagement de haut niveau enchâssés dans la Déclaration ministérielle de Bali de septembre 2001, à savoir de s'attaquer à l'exploitation forestière illégale et au commerce qu'elle alimente, l'atelier a fait le point sur les initiatives entreprises, entre d'autres, par le Processus d'application des réglementations forestières et de gouvernance dans l'Asie de l'Est (EA-FLEG), le Secrétariat de l'ANASE, le Partenariat pour les forêts d'Asie, le Plan d'action EU-FLEGT, la FAO et l'OIBT.

### Vers une stratégie holistique et des actions concrètes

Toute stratégie visant à lutter contre les problèmes de l'exploitation forestière illégale doit être holistique et inclure un éventail d'options politiques, juridiques, institutionnelles et techniques, conçues de manière à: 1) rationaliser le cadre directif et juridique; 2) renforcer les capacités institutionnelles; et 3) améliorer la connaissance et les informations sur le secteur forestier et ses ressources.

Ces trois éléments clés d'une approche stratégique intégrée destinée à renforcer l'application des lois forestières et la gouvernance ont servi de cadre de structure et de conduite de l'atelier. En conséquence, les participants ont été en mesure de cerner les principaux obstacles à l'amélioration du respect des lois et de la gouvernance, de formuler des recommandations concrètes et les démarches suivantes qui permettront de surmonter les barrières, ainsi que de préciser les rôles des différents acteurs dans la mise en oeuvre des actions recommandées.

La mise en oeuvre effective de ces recommandations aurait de profondes incidences pour la réalisation des promesses de la Déclaration de Bali et servirait efficacement à décourager toute future criminalité forestière. Par exemple, l'arrestation, la poursuite et la conviction d'exploitants opérant illégalement à grande échelle et/ou de fonctionnaires corrompus, avec saisie et confiscation de toute richesse mal acquise, représenteraient un progrès majeur dans les initiatives en cours visant à limiter l'exploitation forestière illégale.

Ce que tous les acteurs devront impérativement entreprendre sera de constituer des alliances stratégiques visant à mobiliser efficacement les ressources nécessaires pour soutenir l'exécution de futures actions, par exemple promouvoir des approches de responsabilité sociale des entreprises, obtenir des crédits budgétaires auprès des gouvernements et s'acquiescer davantage l'appui de bailleurs de fonds pour des dispositions provisoires et pour le renforcement des capacités.

Les participants ont instamment prié les gouvernements de s'engager explicitement à mettre en oeuvre les actions recommandées et à entreprendre les démarches ultérieures assorties de délais lors des prochaines réunions concernant le Processus FLEG, y compris à la 29ème Conférence des ministres de l'agriculture et des forêts de l'ANASE (Bangkok, septembre 2007), à laquelle l'émission d'une déclaration ou d'un communiqué ministériel sur le Processus EA-FLEG est attendue, et à la deuxième réunion ministérielle EA-FLEG (qui pourrait avoir lieu en 2008).

Le rapport de l'atelier sera affiché sur le site de l'OIBT ([www.itto.or.jp](http://www.itto.or.jp)) en novembre.